

Secrétaire : Laurent Lespinasse - DDFIP Logistique - Tél / 05.46.00.39.53

Secrétaire adjoint : Benjamin Essayan - Trésorerie de St Aigulin - Tél / 05.46.04.80.43

Trésorier : Claudine Gautronneau - Trésorerie de Rochefort Municipale - Tél / 06.37.01.35.17

Trésorière adjointe : Marguerite Guillard - SIE Marennes - Tél / 05.46.85.83.58

CTL BUDGET DU 27/04/2012

Nous étions convoqué aujourd'hui en 2ème instance après le boycott de la 1ère séance prévue le 16/04/2012.

Point n°1 : Approbation PV des CTL des 7/12/2011 et 22/01/2012 sous réserve des remarques suivantes :

-
- Page 15 « FO signale qu'au 1er trimestre 2012 la trésorerie de La Rochelle établissements hospitaliers aura un nouveau mode de facturation **dénommé FIDES** qui générera 100000 titres de paiement en plus sur l'année ... »
- Page 14 « Les représentants ont voté contre la réduction des horaires d'ouverture au public de la trésorerie de Gémovac , **précisant que ce vote n'était pas contre le choix des agents mais contre la réduction du service public de proximité**

Point n°2 : Nouvelles modalités de déclaration et de paiement de l'ISF .

Jusqu'à maintenant le seuil d'entrée à l'ISF était de 1,3 Millions d 'Euros et auto-liquidé .

A partir de 2012 , deux changements interviennent :

- Le seuil d'auto-liquidation passe à 3M€
- Plus de déclaration d'ISF pour les redevables détenant un patrimoine entre 1,3 et 3M€ qui devront dorénavant reporter le montant de leur actif net taxable sur la déclaration n° 2042 C

Plusieurs conséquences à ces changements :

- Augmentation de la fréquentation des SIP par des contribuables demandant des précisions sur ces nouvelles modalités , y compris des personnes hors du département, alors que ce même SIP ne sera pas compétent pour traiter leur dossier.
- Aucun renfort n'étant prévu pour assurer le surplus de fréquentation , la situation risque de se dégrader encore pour les agents assurant l'accueil et le suivi des dossiers.

Pour toutes ces raisons , le vote des OS fut unanime contre ces nouvelles modalités.

Point n°3 : Compte rendu budgétaire 2011 et budget prévisionnel 2012 .

La Direction nous a présenté le budget 2012 , un budget , placé encore une fois sous le signe de l'austérité , en baisse de -12,97%.

650000€ d'économies devront être fait , ce qui constitue pour la direction « un challenge à relever »...

Mais ou va t-on trouver ces marges de manoeuvre dans le contexte actuel ?

Les pistes prioritaires explorées par la direction sont la réduction de coûts d'affranchissements (-150000€) , frais de déplacements (-200000€) , l'informatique (-90000€) ...

Nous avons constaté un paradoxe : Si le forfait agent semble augmenter entre 2011 et 2012 passant de 3067€ à 3098€, ceci s'explique uniquement par la diminution des effectifs des agents du département ...

Dans le cadre des réductions budgétaires sur les prestations externes , avec l'intégration du gardien de Réaumur dans le corps des agents de service , le recours aux sociétés externes d'espace verts sera abandonné au profit de ces mêmes agents de service ... On revient donc à un dispositif utilisé dans les années 90 , mais qui entraînera par ailleurs des besoins en termes de formation et d'équipement, points qui n'ont pas été abordés lors de ce CTL .

Concernant CHORUS et les difficultés liées à sa mise en oeuvre , nous avons demandé s'il avait été trouvé des solutions visant à améliorer les conditions de travail de l'équipe affectée au BIL puisqu'il a été reconnu par l'administration que le passage à CHORUS avait entraîné une perte de repères qui génère encore aujourd'hui de grosses difficultés et une véritable souffrance au travail.

Concernant l'économie escomptée par la direction sur les frais de déplacements , nous espérons vivement qu'elle ne se fasse pas au détriment de la formation professionnelle.

En ce qui concerne les logements de fonction , la priorité budgétaire est retenue en cas de vacance , ce qui pourrait poser un problème d'attractivité de ces postes privés de logements de fonctions , mais également des problèmes de sécurité liés à la restitution de ces logements au propriétaire.

A noter que le budget n'a pas fait l'objet d'un vote.

Point n°4 : Tableau de bord de veille sociale

La présentation de ce dispositif a été faite par le directeur RH .

Ce dispositif est un outil de veille synthétisant les éléments apportés partiellement par AGORA et par les services à travers des fiches de signalement .

31 indicateurs ont été retenus dont 20 indicateurs de contexte fixes et 11 optionnels.

Nos représentants ont alerté l'administration sur le fait que cet outil ne devra pas être un simple outil de recensement des problèmes . Il conviendra également d'être attentif au fait que les informations ainsi récoltées ne soient pas utilisées contre les agents.

Point n°5 : Bilan annuel des interventions des équipes de renfort en 2011.

L'EMR (filière GP) est constitué de 14 agents , l'EDRA (filière FF) est constitué de 19 agents .

2602 jours de renfort EMR ont été utilisés en 2011, 194 mois de renfort EDRA ont été décomptés pour la même année .

On constate que les demandes ne peuvent pas être toutes satisfaites et que des arbitrages ont été rendus nécessaires, preuve s'il en est besoin de la situation dégradée de l'emploi dans le département .

Dans le cas de l'EMR , le déploiement des moyens s'apparente plus à un saupoudrage qu'à une véritable politique de renfort .

Point n°6 : Modification des horaires d'ouverture au public de la Trésorerie de Saintes et Banlieue Municipale et de Pons-Pérignac .

Pour la Trésorerie de Saintes et Banlieue Municipale , cela constituait en une augmentation de 15 minutes de la pause méridienne . Nous avons voté pour cette facilité horaire demandée à l'unanimité par les agents .

Pour la Trésorerie de Pons-Pérignac , la fermeture au public le lundi était mise au vote .

Nous avons voté contre cette proposition, ce qui ne constitue pas un vote contre les agents , mais contre le recul du service public de proximité en milieu rural . De nombreux élus locaux ont d'ailleurs dénoncé cette situation marquant leur attachement à la présence des services publics de proximité . Cette décision résulte du sous-effectif consécutif au non remplacement d'un agent ayant quitté le poste en début d'année .

Questions diverses :

-La situation financière délicate de la cantine de Royan a été abordée .

Déjà en 2011 , une dotation complémentaire de 15000€ avait été rendu nécessaire pour équilibrer le budget . Cela avait compliqué les relations avec le prestataire qui, à la fin du 1er trimestre 2012, a du à nouveau tirer le signal d'alarme en constatant un déficit dès le début de l'année .

-Demande de prolongation du délai de candidature pour le remplacement de la responsable des services sociaux , Mme Danièle Baillarguet .

La réunion s'est achevé à 13h20 .